

Indicateurs de progrès du Québec

Résultats et analyse

Édition 2022



Plusieurs agences statistiques à travers le monde ont entrepris d'améliorer la mesure du progrès des sociétés en allant au-delà du produit intérieur brut (PIB). Guidées par la nécessité de mieux suivre l'évolution et le caractère durable du bien-être au sein des populations, ces initiatives se sont multipliées, notamment dans la foulée des travaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des Nations Unies.

L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) s'engage ainsi dans une démarche qui vise à mesurer le progrès du Québec par un ensemble d'indicateurs clés intelligibles et pertinents. Les *Indicateurs de progrès du Québec pour la mesure du bien-être et de la richesse nationale* permettent d'apprécier les multiples dimensions du progrès en complément du PIB. L'ISQ les a sélectionnés avec soin en s'appuyant sur une méthode rigoureuse et sur divers critères de qualité de l'information statistique.

L'approche se veut flexible et évolutive. L'ISQ recueillera les suggestions du public et poursuivra le développement de la mesure du progrès au cours des prochaines années pour en préserver le bien-fondé, tout en continuant de s'appuyer sur une démarche rigoureuse.

Pourquoi mesurer le progrès ?

Les personnes accordent généralement beaucoup d'importance à la santé, à l'éducation et à la qualité de l'environnement, et à des conditions matérielles comme le revenu. Le bien-être des générations futures est aussi une préoccupation partagée par plusieurs personnes.

Pourquoi faut-il mesurer le bien-être des personnes et suivre l'évolution des ressources qui assureront le bien-être des jeunes générations et des générations futures ? Parce que *ce qu'on ne mesure pas risque d'être ignoré*. Parce que, pour améliorer la vie des personnes, il est primordial de connaître l'évolution des dimensions de la vie

auxquelles elles accordent de la valeur. Les débats constructifs et la bonne gouvernance reposent sur de l'information la plus complète et la plus objective possible.

L'indicateur traditionnel, soit le produit intérieur brut (PIB), est à lui seul insuffisant pour mesurer le progrès. Les *Indicateurs de progrès du Québec pour la mesure du bien-être et de la richesse nationale* le complètent afin de permettre la mesure des multiples dimensions du progrès. Ils tiennent compte des inégalités au sein de la population et de la soutenabilité de l'activité humaine.

Le **progrès**, c'est beaucoup plus que l'avancement technologique : c'est avant tout l'amélioration de la santé, de l'éducation et de la sécurité pour que tout le monde puisse atteindre ses aspirations. C'est aussi une plus grande richesse nationale pour que nos enfants et leurs enfants soient en santé et éduqués, et pour qu'ils puissent bénéficier d'une planète au climat stable, d'une société où les personnes ont confiance en leurs voisins et d'infrastructures bien entretenues.

Le **bien-être**, c'est parvenir à atteindre ses aspirations. Nous pouvons les atteindre si nous sommes en santé et en sécurité, si nous avons accès à un environnement sain et si nous avons un revenu suffisant.

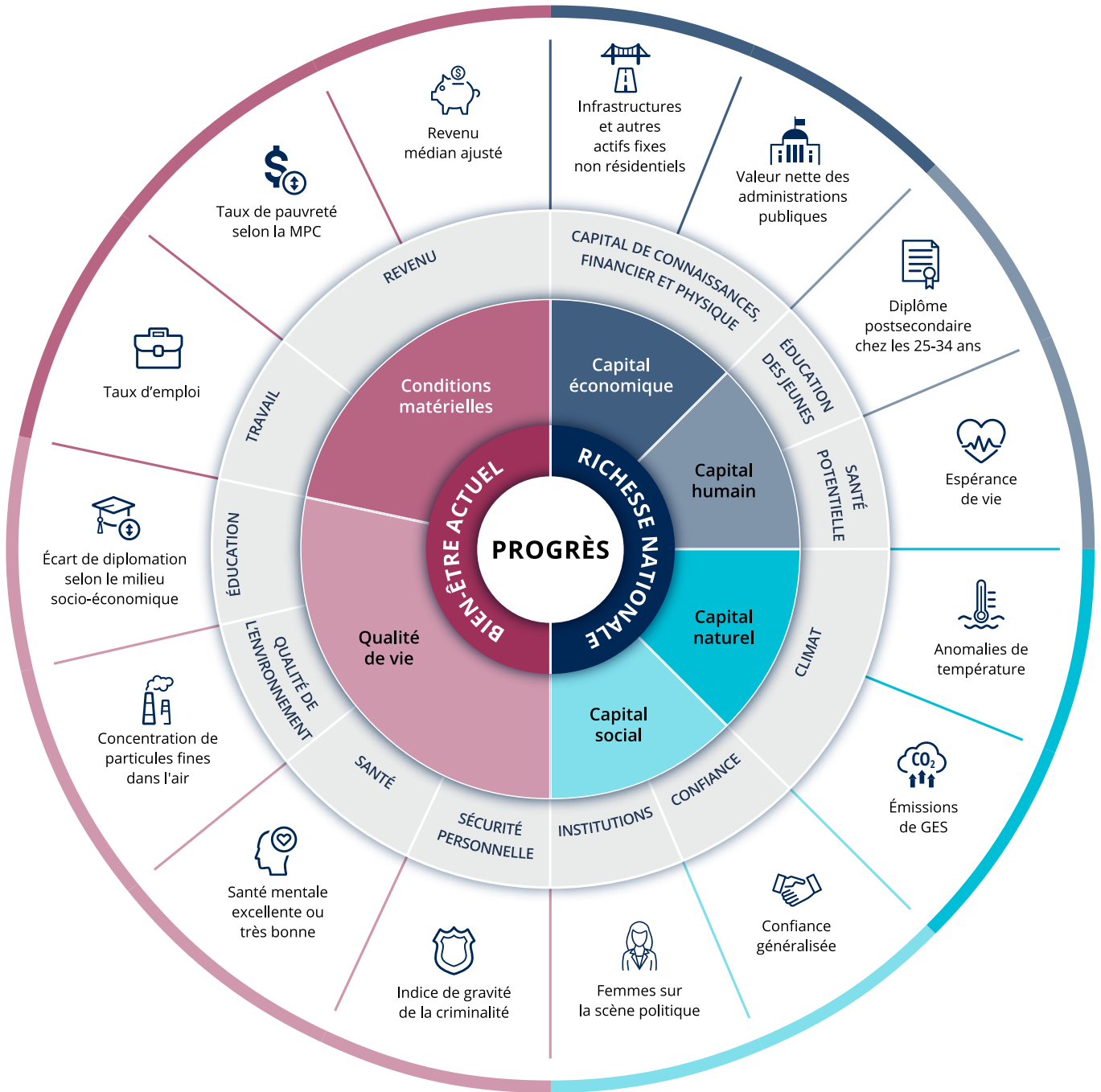
La **richesse nationale**, c'est l'ensemble du patrimoine que nous léguerons aux jeunes et aux générations futures. Les ressources qui leur permettront d'atteindre leurs aspirations ont plusieurs dimensions, par exemple les infrastructures, la machinerie et les logiciels, la stabilité du climat, la santé et l'éducation des jeunes, la confiance envers les autres et la possibilité pour tous de s'engager politiquement.



Halfpoint / Shutterstock

Indicateurs sélectionnés dans le cadre de mesure du progrès pour le Québec


















 PIB réel par habitant
PRODUCTION ÉCONOMIQUE (indicateur traditionnel)



DÉMOGRAPHIE (indicateur de contexte)

 Taux d'accroissement annuel de la population

Indicateurs de progrès du Québec, tableau de bord 2022

Indicateur	Dernière donnée de la période	Période	Direction de la variation au cours de la période
 Progrès traditionnel Produit intérieur brut (PIB) réel	45 105 \$ constants (2012)/hab	2005-2020	
Indicateurs du bien-être actuel			
 Revenu Revenu médian ajusté	46 171 \$	2004-2019	
 Revenu Taux de pauvreté selon la Mesure du panier de consommation (MPC)	8,7 %	2015-2019	
 Travail Taux d'emploi	78,3 %	2006-2021	
 Éducation Écart de diplomation selon le milieu socio-économique¹	21,3 p. de %	Cohorte 2005 (suivie jusqu'en 2012) à cohorte 2013 (suivie jusqu'en 2020)	
 Qualité de l'environnement Dépassements du seuil pour la concentration de particules fines dans l'air²	96 jours	2009-2020	
 Santé Santé mentale excellente ou très bonne	72,1 %	2015-2019	
 Sécurité Indice de gravité de la criminalité⁴	51,6	2005-2020	





Note : Pour chaque indicateur, une analyse a été réalisée pour établir l'existence ou l'absence d'une tendance au cours de la période couverte.

Les tendances ont été établies à partir de deux méthodes distinctes. Dans une large majorité de cas, l'existence d'une relation entre le temps et les résultats aux indicateurs a été déterminée à partir d'analyses de régression linéaire. Lorsque l'association entre les résultats et le temps est significative au seuil de 0,05, une tendance se dégage. Inversement, lorsque l'association n'est pas significative, on ne peut conclure à une tendance claire au cours de la période.




Dans les cas où le nombre d'observations est plus restreint, des tests d'égalité de proportion ont été effectués entre les résultats de la première année et ceux de la dernière année. Ces tests nous permettent, p. ex., de conclure à un résultat significativement plus élevé (ou plus faible) pour la dernière année que pour la première année, au seuil de 0,05.

Sources : Les sources sont énumérées à partir de la p. 7.

Direction de la variation


-  Augmentation
-  Diminution
-  Aucune tendance significative
-  N'est pas utilisé comme une mesure du progrès

Interprétation relative au progrès





-  Tendance favorable au progrès
-  Tendance défavorable au progrès
-  Aucune conclusion possible quant au progrès

1. L'écart de taux de diplomation et de qualification 7 ans après l'entrée au secondaire est calculé entre les élèves du décile 1 de l'indice de milieu socio-économique et ceux du décile 10.
2. Selon les lignes directrices de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de 2005, le seuil quotidien est de 25 µg/m³ sur 24 h (pas plus de 3 jours par année, consécutifs ou non). En septembre 2021, l'OMS a publié de nouvelles lignes directrices plus strictes. Le nombre de jours de dépassement est sommé pour l'ensemble des stations prises en compte.
3. La proportion de la dernière année est significativement différente de la première année au seuil de 0,05.
4. L'indice de gravité de la criminalité est établi sur la base 2006 = 100 pour le Canada.




Indicateurs de progrès du Québec, tableau de bord 2022

Indicateur	Dernière donnée de la période	Période	Direction de la variation au cours de la période
Indicateurs de la richesse nationale			
 Capital de connaissances, financier et physique Infrastructures, bâtiments non résidentiels, machines et produits de propriété intellectuelle	41 241 \$ constants (2012)/hab	2005-2020	
 Capital de connaissances, financier et physique Valeur nette des administrations publiques ⁵	-22 209 \$/hab	2008-2020	
 Éducation des jeunes Détection d'un diplôme postsecondaire chez les 25-34 ans	80,3 %	2006-2021	
 Santé potentielle Espérance de vie	83,0 années	2006-2021	
 Climat Anomalies de température (réf. 20 ^e siècle)	3,1 degrés celsius	1922-2021	
 Climat Émissions de gaz à effet de serre (GES) ⁶	92 857 kt. éq. CO ₂	2009-2019	
 Confiance Confiance généralisée ⁷	44,2 %	2003-2020	
 Institutions Présence des femmes sur la scène politique ⁸	34,6 %	2006-2021	
 Contexte Taux d'accroissement de la population	7,0 pour mille		

Direction de la variation

-  Augmentation
-  Diminution
-  Aucune tendance significative
-  N'est pas utilisé comme une mesure du progrès

Interprétation relative au progrès

-  Tendence favorable au progrès
-  Tendence défavorable au progrès
-  Aucune conclusion possible quant au progrès

5. Donnée provisoire. Les administrations publiques couvertes par l'indicateur comprennent les administrations générales fédérale, provinciales, territoriales et locales, p.ex. les établissements de santé. Elles ne comprennent pas les entreprises publiques.

6. Statistiques compilées conformément au Système de comptabilité économique et environnemental des Nations Unies.

7. Le suivi des tendances doit être effectué avec prudence en raison d'un changement de mode de collecte en 2020 (passage vers un mode de collecte électronique).

8. Représentation moyenne des femmes élues aux élections générales fédérales, provinciales et municipales.

Le progrès global du Québec raconté

La société québécoise a évolué positivement à de nombreux égards : le taux d'emploi et le revenu des personnes se sont accrus dans les 16 dernières années, et la pauvreté a diminué depuis 2015, ce qui concorde avec la croissance du PIB par habitant observée entre 2005 et 2020. La concentration de particules fines dans l'air a diminué depuis 2009, indiquant une meilleure qualité de l'environnement, bien que des problèmes locaux subsistent. Depuis 16 ans, moins de crimes ont été déclarés par les services policiers, ce qui témoigne d'une amélioration de la sécurité des personnes. Le milieu socio-économique des élèves du secondaire continue d'être associé à leur diplomation, mais si des inégalités des chances persistent, celles-ci ont diminué au cours de la dernière décennie. Or, malgré ces avancées, la proportion de la population qui percevait sa santé mentale comme étant très bonne ou excellente a diminué entre 2015 et 2019.

L'amélioration de plusieurs dimensions du bien-être actuel et le renforcement des capitaux économique, humain et social concourent au progrès du Québec. L'économie du Québec a profité d'un stock grandissant d'infrastructures, de constructions et de matériel pouvant être réutilisé pour la production de biens et de services, dont des services publics, et la viabilité des finances publiques s'est maintenue. La proportion des personnes de 24 à 35 ans détenant un diplôme d'études postsecondaires a augmenté et l'espérance de vie de la population s'est accrue, signe que le capital humain est en croissance. Le capital social, évalué d'après le niveau de confiance que les personnes ont les unes envers les autres, est en hausse entre 2003 et 2020. La représentation des femmes en politique

s'est améliorée : bien qu'elles demeurent sous-représentées parmi les élus en 2021, leur présence en tant que députée et mairesse s'est accrue depuis 2006.

Ces tendances favorables au progrès évoluent néanmoins sur fond d'incertitude, notamment en raison de l'instabilité du climat. L'ampleur des anomalies de température par rapport à la normale du 20^e siècle a augmenté depuis 100 ans et, depuis 1998, la température annuelle moyenne a été chaque année supérieure à cette normale. Les émissions de gaz à effet de serre (GES) au Québec ont fluctué, mais n'ont pas diminué entre 2009 et 2019, contrairement à ce qui était attendu pour lutter contre les changements climatiques. Les effets de ces changements sur le capital naturel et sur le bien-être sont multidimensionnels. Par exemple, les feux de forêt, de plus en plus fréquents, contribuent à détériorer la qualité de l'air sur de vastes territoires, en plus de détruire des ressources naturelles et de menacer directement des communautés.

Les indicateurs de progrès du Québec ne permettent pas encore de prendre la pleine mesure des effets des changements climatiques, ni de ceux de la pandémie de COVID-19. Les tendances relatives au revenu, à la pauvreté, à la santé mentale et aux émissions de GES ne captent pas les effets de la pandémie de COVID-19 reconnue officiellement en 2020, puisque leur dernière mise à jour date de 2019 ou d'avant. L'évolution du bien-être et de la richesse de la société québécoise doit donc être envisagée en tenant compte des risques causés par les bouleversements et les chocs extérieurs.



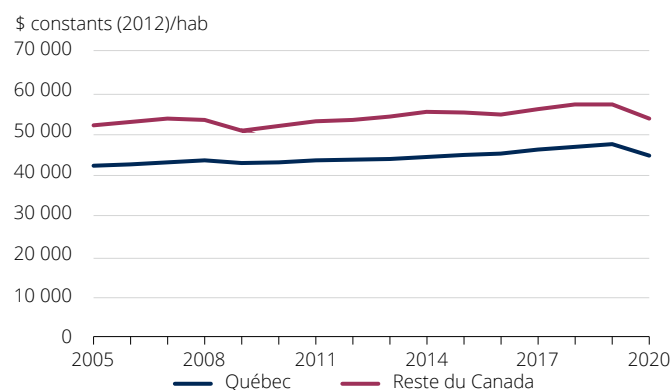
Varavin88 / Shutterstock

Production économique (indicateur traditionnel)



Produit intérieur brut (PIB) réel par habitant

Produit intérieur brut (PIB) réel par habitant, Québec et reste du Canada, 2005 à 2020



Sources : Statistique Canada, *Tableau 36-10-0222-01 Produit intérieur brut, en termes de dépenses, provinciaux et territoriaux, annuel* et *Tableau 17-10-0005-01 Estimations de la population au 1^{er} juillet, par âge et sexe*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Le PIB réel par habitant du Québec s'est accru modestement depuis 2005, avec un taux de croissance annuel moyen de 0,34 %, pour s'établir à 45 105 \$ par habitant en 2020. En comparaison, dans le reste du Canada, le PIB réel par habitant a crû de 0,19 % annuellement pour atteindre 55 557 \$ par habitant en 2020. La fermeture de plusieurs pans de l'économie en 2020, en raison de la pandémie de COVID-19, a eu pour effet de réduire ce taux de façon importante comparativement à la période de 2005 à 2019.

La croissance du PIB réel par habitant depuis 2005 a favorisé l'accroissement du bien-être. Celle-ci signifie en effet que l'économie du Québec génère maintenant davantage de valeur ajoutée par habitant, ce qui permet – sans toutefois le garantir – l'accroissement des revenus individuels.

Cette croissance, bien que modérée, a été relativement stable au Québec. La variation du PIB du Québec a été négative seulement deux années depuis 2005, comparativement à cinq années dans le reste du Canada. Cette stabilité diminue l'insécurité financière, ce qui contribue également au progrès.

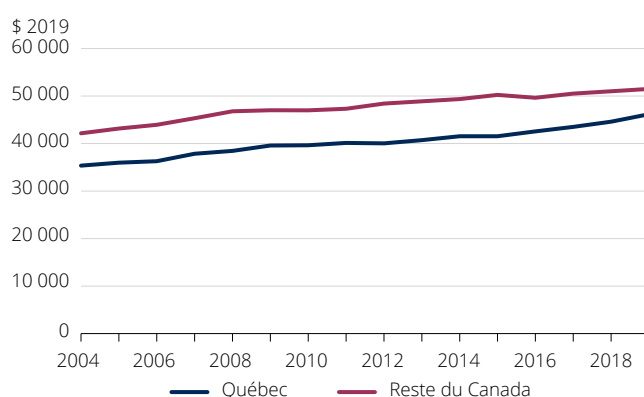
Bien-être actuel



Revenu

Revenu médian ajusté

Revenu médian ajusté après impôt, Québec et reste du Canada, 2004 à 2019



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu* (2003-2011, données révisées entre 2010 et 2011 pour faciliter les comparaisons avec la période débutant en 2012) et *Enquête canadienne sur le revenu* (2012-2019), fichiers maîtres.

Adaptation : Institut de la statistique du Québec.

Entre 2004 et 2019, le revenu médian ajusté après impôt des ménages, exprimé par personne, a augmenté de 10 800 \$ au Québec, passant de 35 400 \$ à 46 200 \$, ce qui représente une augmentation de 31 %. Dans le reste du Canada, ce revenu est passé de 42 200 \$ en 2004 à 51 500 \$ en 2019, soit une augmentation de 22 % au cours de la période.

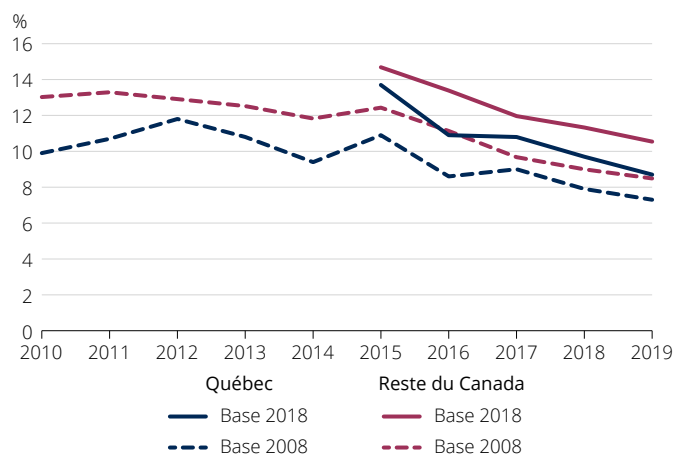
Ces résultats indiquent que la situation financière de l'ensemble de la population canadienne s'est globalement améliorée depuis 2004, une amélioration qui est plus marquée au Québec que dans le reste du Canada. Malgré qu'une partie de la population vive toujours en situation de pauvreté, la hausse observée du revenu traduit globalement la capacité croissante des individus à satisfaire leurs besoins essentiels et à se protéger d'imprévus économiques ou personnels, mais aussi à atteindre certains objectifs qui ont de l'importance à leurs yeux. L'accroissement des revenus exprime ainsi l'amélioration du bien-être et favorise le progrès du Québec.



Revenu

Taux de pauvreté selon la Mesure du panier de consommation (MPC)

Taux de faible revenu selon la Mesure du panier de consommation, années de base 2008 et 2018, particuliers, Québec et reste du Canada, 2010 à 2019



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu* (2010-2011, données révisées entre 2010 et 2011 pour faciliter les comparaisons avec la période débutant en 2012) et *Enquête canadienne sur le revenu* (2012-2019), fichiers maîtres.

Adaptation : Institut de la statistique du Québec.

En 2019, 8,7 % de la population vivait sous le seuil de la pauvreté selon la mesure fondée sur un panier de consommation (année de base 2018) au Québec, ce qui représente une diminution de 5,0 points de pourcentage par rapport à 2015 (13,7 %). En comparaison, dans le reste du Canada, le taux de pauvreté était de 10,5 % en 2019. Comme au Québec, celui-ci a diminué, baissant de 4,1 points de pourcentage par rapport à son niveau de 2015 (14,7 %). Le taux de pauvreté généralement plus faible observé au Québec indique une situation plus favorable dans la province que dans le reste du Canada.

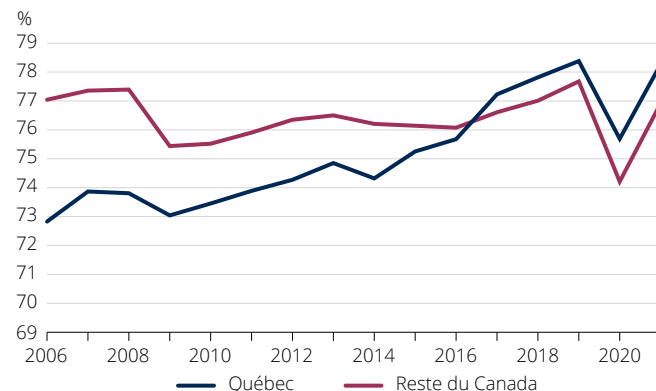
Le recul de la pauvreté au Québec traduit non seulement une croissance du nombre de personnes en mesure de combler leurs besoins de base et de vivre au-delà des conditions de vie modestes décrites par la mesure du panier de consommation, mais également une diminution des inégalités. Le bien-être de la population et le progrès du Québec s'en voient donc favorisés.



Travail

Taux d'emploi

Taux d'emploi, population de 25 à 64 ans, Québec et reste du Canada, 2006 à 2021



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, fichiers maîtres.

Adaptation : Institut de la statistique du Québec.

En 2021, 78,3 % de la population de 25 à 64 ans occupait un emploi au Québec. Malgré un soubresaut en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, on observe une tendance à la hausse du taux d'emploi entre 2006 et 2021. S'établissant à 72,8 % en début de période, celui-ci s'est accru en moyenne d'environ 0,5 % par année. Par ailleurs, en 2021, le taux d'emploi du Québec a regagné son niveau d'avant la pandémie (78,4 % en 2019).

En 2021, le taux d'emploi du reste du Canada s'est établi à 77,2 %, ce qui correspond à un retard d'environ un point de pourcentage par rapport au Québec. Malgré un niveau supérieur à celui du Québec entre 2006 et 2016, le taux d'emploi du reste du Canada est demeuré inférieur à celui du Québec depuis 2017. En raison de variations irrégulières, aucune tendance significative ne se dégage quant à l'évolution du taux d'emploi dans le reste du Canada.

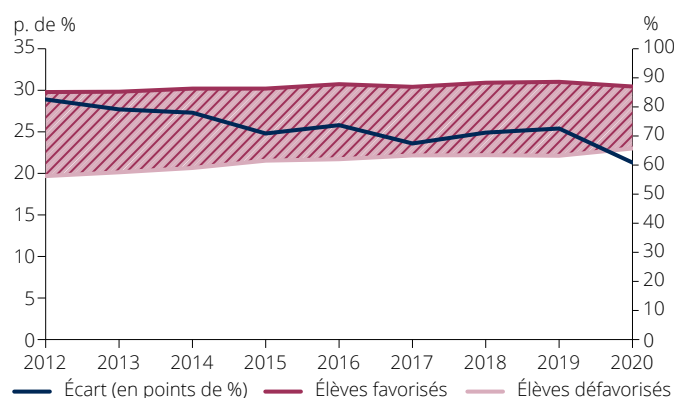
La croissance du taux d'emploi indique qu'une plus grande part de la population du Québec occupe un emploi, et profite par le fait même des bénéfices qui en découlent, dont le fait de toucher un revenu, d'acquérir des compétences et de ressentir un sentiment d'utilité. Le bien-être s'est donc accru, contribuant ainsi au progrès du Québec.

Éducation



Écart de diplomation selon le milieu socio-économique

Taux et écart de diplomation et de qualification au secondaire 7 ans après l'entrée entre les élèves du décile supérieur et ceux du décile inférieur de l'indice de milieu socio-économique (IMSE), Québec, cohortes de 2005 à 2013



Note : Le taux de diplomation et de qualification est mesuré 7 ans après l'entrée au secondaire. Le suivi de la cohorte 2005 s'est terminé en 2012, celui de la cohorte 2006 en 2013, et ainsi de suite.

Source : Ministère de l'Éducation du Québec, PSP, DGSRG, DIS, *Taux de diplomation et qualification par cohorte au secondaire*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Entre 2012 et 2020, l'écart entre les proportions d'élèves issus de milieux favorisés et ceux issus de milieux défavorisés ayant obtenu une première sanction au secondaire a diminué de 7,6 points de pourcentage, passant de 28,9 % à 21,3 %. Cette baisse traduit une augmentation générale de la diplomation des élèves du Québec, qui est encore plus marquée chez les élèves issus de milieux défavorisés.

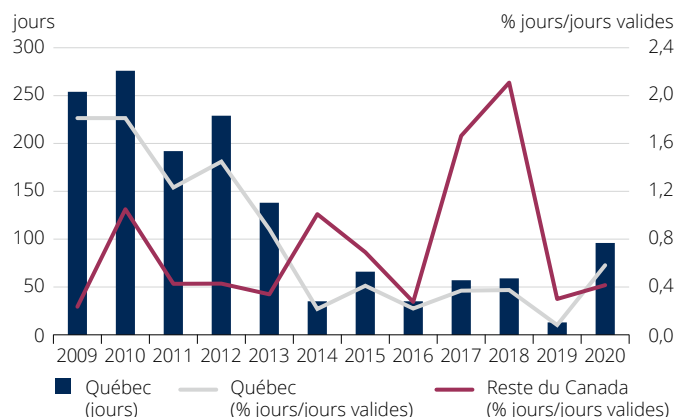
L'éducation, mesurée au moyen du taux de diplomation, progresse sur la période 2012-2020. Malgré un écart persistant, on observe une diminution des inégalités liées aux conditions socio-économiques héritées. Plus de personnes profitent donc des effets positifs de l'obtention d'un diplôme ou d'une qualification, notamment de l'activité sur le marché du travail et des revenus qui en découlent. Leur bien-être s'en voit donc amélioré.

Qualité de l'environnement



Dépassements du seuil pour la concentration de particules fines dans l'air

Nombre de jours de dépassement du seuil international pour la concentration de particules fines dans l'air, Québec et reste du Canada, 2009 à 2020



Sources : Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), *Réseau de surveillance de la qualité de l'air du Québec*. Environnement et Changement climatique Canada, *Programme de surveillance nationale de la pollution atmosphérique*.

Compilation : MELCC et Institut de la statistique du Québec.

Le nombre de jours de dépassement du seuil¹ de concentration de particules fines dans l'air au Québec a diminué en moyenne de 7,8 % entre 2009 et 2020. Le pourcentage de jours de dépassement (par rapport au nombre de jours où la mesure est valide) permet de comparer la situation du Québec avec celle du reste du Canada.

Ailleurs au Canada, on constate qu'aucune tendance significative ne se dégage entre 2009 et 2020 quant à la concentration de particules fines dans l'air. Les nombreux dépassements observés en 2017 et 2018 sont le résultat des feux de forêt majeurs qui ont touché l'Ouest canadien.

Malgré la fermeture temporaire de plusieurs pans de l'économie, on a observé 96 jours de dépassement du seuil de particules fines en 2020, comparativement à 13 jours en 2019. Cette hausse s'expliquerait par l'augmentation du chauffage au bois et par des conditions météorologiques qui ont favorisé le rabattement de la fumée des feux de forêt. De plus, plusieurs industries qui émettent de grandes quantités de particules fines, dont le transport de marchandises par véhicule lourd, ont pu maintenir leurs activités en 2020.

Sur l'ensemble de la période, la réduction du nombre de jours de dépassement depuis 2009 au Québec représente une amélioration de la qualité de l'environnement, ce qui est bénéfique pour la santé et le bien-être.

1. Le seuil utilisé est celui des lignes directrices de 2005 de l'Organisation mondiale de la santé, soit une limite quotidienne de 25 µg/m³ (pas plus de 3 jours par année, consécutifs ou non).

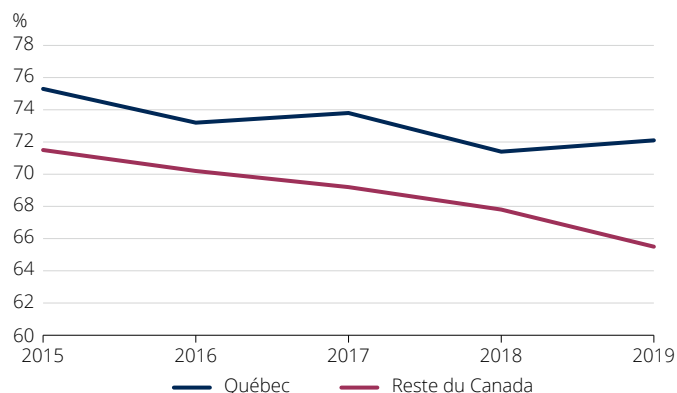
Bien-être actuel



Santé

Santé mentale excellente ou très bonne

Proportion de la population de 12 ans et plus percevant sa santé mentale comme très bonne ou excellente, Québec et reste du Canada, 2015 à 2019



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes*, 2015 à 2019, fichiers maîtres – composante annuelle.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En 2019, environ 72 % de la population québécoise de 12 ans et plus considérait sa santé mentale comme excellente ou très bonne. Cette proportion a diminué depuis 2015, où elle était d'un peu plus de 75 %. Cette baisse s'observe également dans le reste du Canada (72 % c. 66 %). De plus, la proportion de personnes percevant sa santé mentale comme excellente ou très bonne y est plus faible qu'au Québec pour chacune des années examinées.

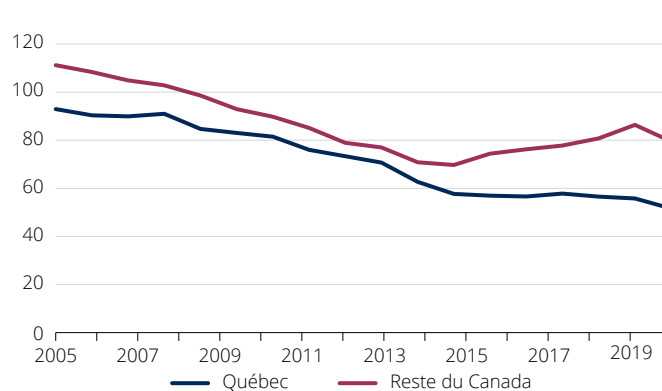
En raison des effets potentiels sur la capacité des personnes à se réaliser et à participer pleinement à la société, la diminution de la part de la population percevant sa santé mentale comme très bonne ou excellente pourrait influencer négativement sur le bien-être des individus.



Sécurité personnelle

Indice de gravité de la criminalité

Indice de gravité de la criminalité, Québec et reste du Canada, 2005 à 2020



Source : Statistique Canada, *Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire*, Tableaux 35-10-0026-01 et Tableau 35-10-0177-01.

Adaptation : Institut de la statistique du Québec.

Les crimes déclarés par les services policiers au Québec mesurés au moyen de l'indice de gravité de la criminalité (IGC) ont diminué de 43 % entre 2005 et 2020. La baisse est particulièrement importante en 2020 (- 7,5 % par rapport à 2019), première année de la pandémie de COVID-19. Cette diminution marquée est attribuable au recul de certaines infractions, notamment celles contre la propriété, une tendance qui serait liée aux mesures sanitaires en place^{2,3}.

Au cours des 16 dernières années, la criminalité est demeurée moins grave au Québec que dans le reste du Canada. L'écart en faveur du Québec s'est même creusé depuis 2014.

Le recul de la criminalité reflète une amélioration de la sécurité personnelle au Québec. La population évolue dans un environnement globalement plus sécuritaire, ce qui permet aux individus de s'accomplir plus librement. Le bien-être s'en voit donc amélioré.

2. Greg MORNEAU (2021), « Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2020 », *Juristat*, [En ligne], n° 85-002-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, p. 21 [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/85-002-x/2021001/article/00013-fra.pdf?st=ilwbQ-fr].
3. Ministère de la Sécurité publique (2021). *Criminalité au Québec : principales tendances 2020*, [En ligne], [cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/securite-publique/publications-adm/publications-secteurs/police/statistiques-criminalite/stats-annuelles-principales-tendances/stats_criminalite_principales_tendances_2020_2.pdf?1647024126].

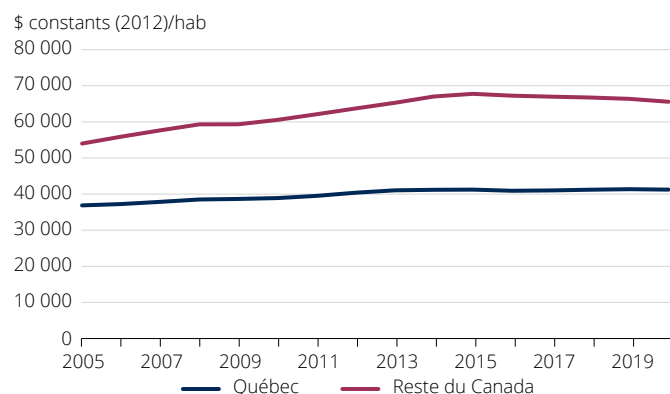
Richesse nationale

Capital de connaissances, financier et physique



Infrastructures, bâtiments non résidentiels, machines et produits de propriété intellectuelle par habitant

Valeur des infrastructures, des bâtiments non résidentiels, des machines et des produits de propriété intellectuelle par habitant, Québec et reste du Canada, 2005 à 2020



Source : Statistique Canada, *Tableau 36-10-0096-0 Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon l'industrie et le type d'actif, Canada, provinces et territoires* et *Tableau 17-10-0005-01 Estimations de la population au 1^{er} juillet, par âge et sexe*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Entre 2005 et 2020, la valeur des infrastructures, des bâtiments non résidentiels, des machines et des produits de propriété intellectuelle par habitant a augmenté en moyenne de 0,7 % par année au Québec. Ce taux de croissance était plus élevé dans le reste du Canada, où la valeur des actifs fixes non résidentiels a augmenté de 1,2 % annuellement. En 2020, la valeur de ces actifs atteignait 41 241 \$ par habitant au Québec, contre 65 556 \$ par habitant dans le reste du Canada. Malgré l'écart grandissant qui sépare le Québec du reste du Canada, l'indicateur est en diminution depuis 2016 dans le reste du Canada, mais reste stable au Québec.

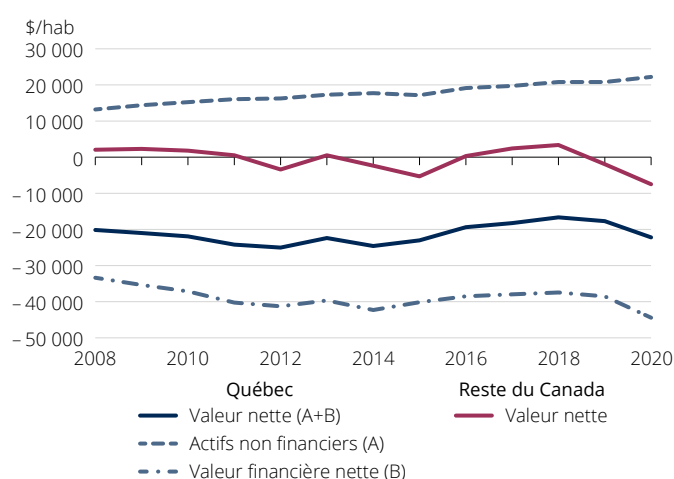
La croissance de ce capital signifie qu'un plus grand volume d'actifs produits (de connaissances et physiques) peut être exploité pour la production de biens et de services par les entreprises et les administrations publiques. Ce volume grandissant de capital est aussi utilisé directement par la population, par exemple pour ce qui est des infrastructures de transport. Ainsi, les investissements ont été suffisants pour compenser la dépréciation du capital et l'accroissement populationnel, ce qui suggère que les générations futures pourront bénéficier de ce capital pour leur bien-être, notamment en profitant de services publics.

Capital de connaissances, financier et physique



Valeur nette des administrations publiques par habitant

Valeur nette, Québec et reste du Canada, et valeur financière nette et actifs non financiers des administrations publiques fédérale, provinciales et locales consolidées, Québec, 2008 à 2020



Note : Les données de l'année 2020 sont provisoires.

Source : Statistique Canada, *Tableaux 10-10-0147-01 et 10-10-0016-01 Statistiques de finances publiques canadiennes (SFPC)* et *Tableau 17-10-0005-01 Estimations de la population au 1^{er} juillet, par âge et sexe*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

De 2008 à 2020, la valeur nette des administrations publiques (fédérale, provinciale et locales) pour le Québec est passée de -20 145 \$ à -22 209 \$ par habitant. Le Québec accuse un retard par rapport au reste du Canada. Cependant, cette valeur a diminué davantage dans le reste du Canada, passant de 2 049 \$ à -7 484 \$ par habitant pour la même période. Elle a diminué partout au Canada en 2020, en raison des dépenses engagées des suites de la pandémie de COVID-19.

La valeur nette du Québec et du reste du Canada ne montre pas de tendance claire au cours des 13 dernières années. Cela s'explique notamment par une diminution de la valeur financière nette (courbe B), qui est passée au Québec de -33 359 \$ par habitant en 2008 à -44 431 \$ par habitant en 2020. Cet endettement s'est traduit par des investissements, car les actifs non financiers (courbe A) ont augmenté de 4,1 % par année en moyenne depuis 2008, pour atteindre 22 221 \$ par habitant en 2020.

Ainsi, la relative stabilité de la valeur nette des administrations publiques sur la période signifie que celles-ci maintiennent leur capacité à investir, par exemple dans des hôpitaux ou des autoroutes, et donc à offrir des biens et des services publics.

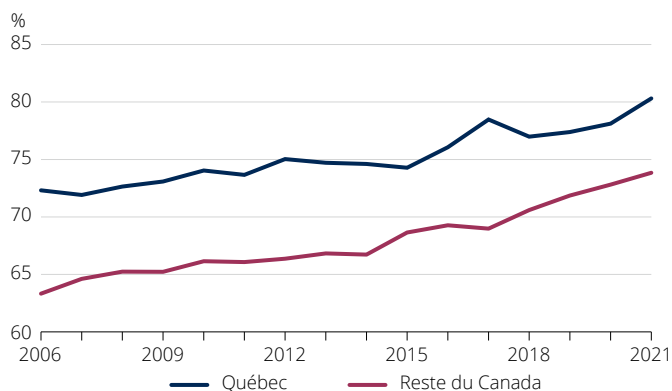
Richesse nationale

Éducation des jeunes



Détention d'un diplôme postsecondaire chez les 25 à 34 ans

Proportion de la population de 25 à 34 détenant un diplôme postsecondaire, Québec et reste du Canada, 2006 à 2021



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, fichiers maîtres.
Adaptation : Institut de la statistique du Québec.

Au Québec, 8 jeunes de 25 à 34 ans sur 10 détiennent un diplôme ou un certificat de la formation professionnelle, d'études collégiales ou d'études universitaires en 2021 (80,3 %). De 2006 à 2021, cette proportion a crû en moyenne de 0,7 % annuellement, pour une hausse totale de 8,0 points de pourcentage durant cette période.

La détention d'un diplôme postsecondaire chez les 25-34 ans est plus élevée au Québec que dans le reste du Canada. En 2021, 73,8 % des jeunes Canadiens hors Québec détiennent un tel diplôme ou certificat. À l'image de la tendance observée pour le Québec, cette proportion est en hausse dans le reste du Canada depuis 2006 (+ 10,5 points de pourcentage).

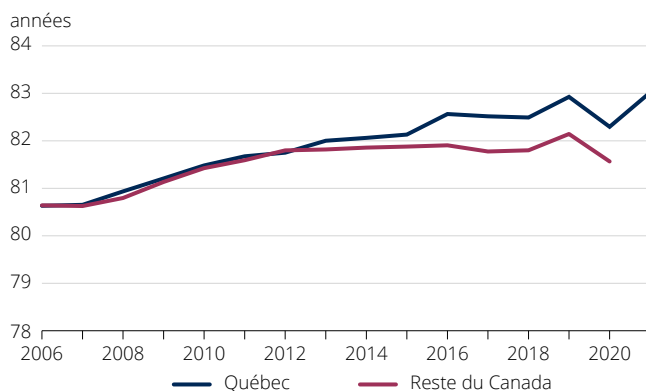
La hausse de la détention d'un diplôme postsecondaire chez les jeunes indique une croissance du bagage de compétences et de connaissances. Ce capital pourra être transmis aux générations futures pour maintenir ou améliorer la production et l'innovation, contribuant ainsi à la richesse nationale et au progrès du Québec.



Santé potentielle

Espérance de vie

Espérance de vie à la naissance, Québec et reste du Canada, 2006 à 2020/2021



Sources : Institut de la statistique du Québec, *Registre des événements démographiques* ; Statistique Canada, *Tableau 13-10-0709-01 Décès, selon le groupe d'âge et le sexe*.

Compilation et calculs : Institut de la statistique du Québec.

L'espérance de vie de la population québécoise s'est accrue de plus de deux ans entre 2006 et 2021, mais un léger ralentissement des gains s'est fait sentir au cours de la dernière décennie. Au Québec comme dans le reste du Canada, une forte hausse a été enregistrée en 2019, immédiatement suivie en 2020 par une baisse marquée due à la pandémie de COVID-19^{4,5}. L'année 2021 affiche un rebond d'une ampleur rarement observée, si bien que l'espérance de vie a retrouvé son niveau prépandémique et atteint 83 ans.

Depuis quelques années, l'espérance de vie au Québec est supérieure à celle observée dans le reste du Canada. Le ralentissement des gains est plus prononcé dans le reste du Canada, et on constate même une période de stagnation entre 2012 et 2018. Cette stagnation est principalement due à la crise des opioïdes, qui touche des groupes d'âge relativement jeunes⁶.

Malgré la pandémie, l'espérance de vie au Québec demeure parmi les plus élevées au monde. Par contre, le ralentissement de l'amélioration de l'espérance de vie, voire même son renversement dans certaines populations, témoigne de l'apparition de risques émergents en matière de bien-être et de richesse nationale.

4. Les résultats de 2021 pour le reste du Canada seront disponibles au cours de la prochaine année.

5. STATISTIQUE CANADA (2022), « Décès, 2020 », *Le Quotidien*, [En ligne], produit n° 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, [www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220124/dq220124a-fra.htm].

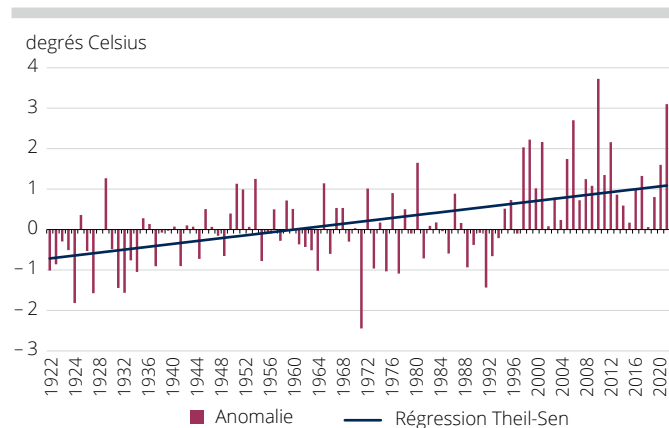
6. Voir Frédéric FLEURY-PAYEUR et Ana CRISTINA AZEREDO (2022), *La mortalité et l'espérance de vie au Québec en 2021*, [En ligne], Québec, l'Institut, 11 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/la-mortalite-et-lesperance-de-vie-au-quebec-en-2021.pdf].



Climat

Anomalies de température

Anomalies de température par rapport à la normale du 20^e siècle, Québec, 1922-2021



Source : Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), Réseau de surveillance du climat du Québec.

Compilation : MELCC, Direction de la qualité de l'air et du climat.

Régression linéaire : Institut de la statistique du Québec.

La température annuelle moyenne a augmenté de 1,8 degré Celsius au cours des 100 dernières années au Québec, selon la tendance linéaire basée sur la régression de Theil-Sen. Les anomalies de température sont restées positives chaque année depuis 1998, soit depuis 24 ans. À titre comparatif, la plus longue série d'années consécutives avec des anomalies positives vécue auparavant avait été de 5 ans⁷.

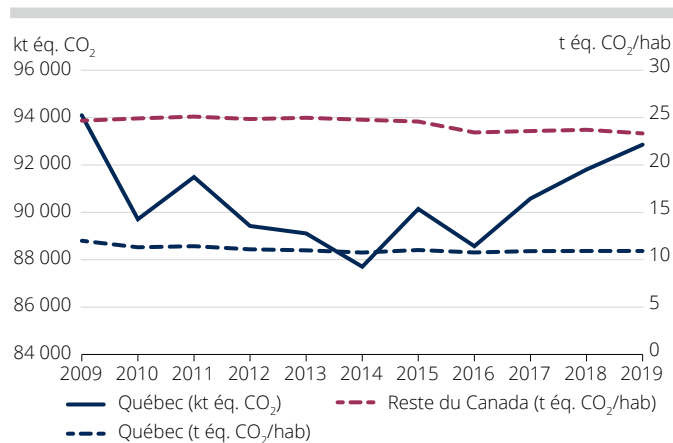
L'augmentation de la température moyenne reflète l'évolution du climat au Québec. Les changements climatiques, y compris les phénomènes climatiques extrêmes, affectent les écosystèmes et le capital bâti et auront une incidence croissante sur les conditions matérielles et la qualité de vie des personnes. Des anomalies de température de plus en plus importantes menacent la richesse nationale future.



Climat

Émissions de gaz à effet de serre (GES)

Émissions de gaz à effet de serre (GES), Québec, et émissions par habitant, Québec et reste du Canada, 2009-2019



Source : Statistique Canada, Tableau 38-10-0097-01 Compte de flux physique des émissions de gaz à effet de serre et Tableau 17-10-0005-01 Estimations de la population au 1^{er} juillet, par âge et sexe.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

L'évolution des émissions de gaz à effet de serre (GES) au Québec ne montre pas de tendance à la hausse ni à la baisse entre 2009 et 2019⁸. En 2019, le Québec a généré 92 857 kilotonnes d'équivalent CO₂.

Les niveaux d'émissions de GES peuvent être comparés à ceux du reste du Canada lorsqu'ils sont divisés par la taille de la population. Entre 2009 et 2019, les émissions de GES par habitant au Québec ont légèrement diminué, passant de 12,0 à 10,9 tonnes d'équivalent CO₂ par habitant⁹. Elles ont aussi diminué dans le reste du Canada, mais demeurent beaucoup plus élevées qu'au Québec. En 2019, on calculait 23,3 tonnes d'équivalent CO₂ par habitant dans le reste du Canada.

Pour réduire les effets des changements climatiques et maintenir l'état des capitaux pour les générations futures, il est essentiel de réduire les émissions de GES. En omettant de le faire, on nuit au progrès.

7. GOUVERNEMENT DU CANADA, *Bulletins des tendances et variations climatiques*, [en ligne], modifiée le 11 mai 2022, [www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/recherche-donnees/tendances-variabilite-climatiques/tendances-variations.html].

8. Cette conclusion concorde avec celle obtenue pour la période 2009-2019 à partir des données de l'Inventaire québécois des émissions de GES du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec, dont les critères de comptabilisation diffèrent de ceux des données de Statistique Canada. Selon les statistiques de l'Inventaire, qui démarrent en 1990, les émissions ont diminué de 0,48 % en moyenne par année entre 2004 et 2019.

9. Cela s'explique notamment par la hausse de la population du Québec au cours de la même période (voir l'indicateur de contexte, le taux d'accroissement de la population, p. 15).

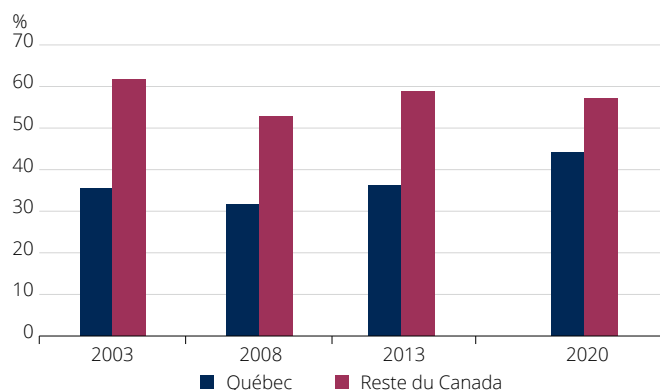
Richesse nationale



Confiance

Confiance généralisée

Proportion de la population de 15 ans et plus ayant confiance en la plupart des gens, Québec et reste du Canada, 2003, 2008, 2013 et 2020



Source : Statistique Canada, *Enquête sociale générale - Identité sociale* 2003, 2008 et 2013, fichiers de microdonnées à grande diffusion et *Enquête sociale générale - Identité sociale* 2020.

Adaptation : Institut de la statistique du Québec ; *Enquête sociale générale - Identité sociale* 2020.

Compilation : Statistique Canada.

En 2020, près de 45 % de la population du Québec affirme avoir confiance en la plupart des gens. Cette proportion représente une hausse par rapport à celle observée pour 2003¹⁰, où elle était d'environ 35 %.

Le niveau de confiance généralisée est plus faible au Québec que dans le reste du Canada, où près de six personnes sur dix avaient confiance en la plupart des gens en 2020 (57 %). Contrairement au Québec, le reste du Canada affiche un niveau inférieur à celui observé en 2003 (62 %).

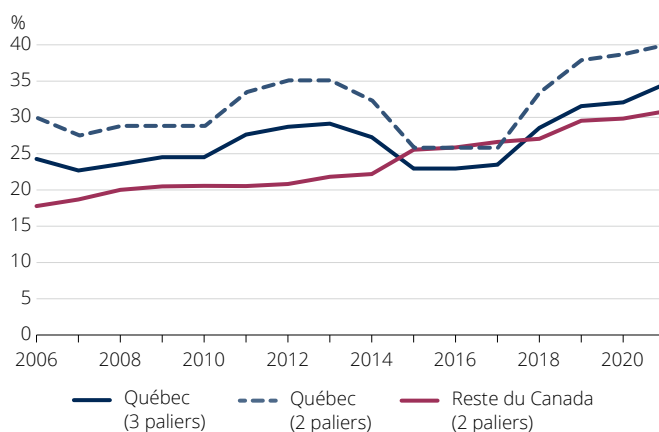
Un niveau de confiance généralisée élevé est considéré comme un élément fondamental du capital social qui favorise l'implication politique et sociale et la croissance économique, en plus d'améliorer le sentiment de sécurité¹¹. Ainsi, le faible niveau de confiance observé au Québec traduit un stock de capital social plus bas que dans le reste du Canada. Son augmentation laisse par contre entrevoir l'accroissement de la richesse future.



Institutions

Présence des femmes sur la scène politique

Présence des femmes sur la scène politique fédérale et provinciale, Québec et reste du Canada, et sur la scène politique fédérale, provinciale et municipale, Québec, 2006-2021



Sources : Parlement du Canada, Élections et candidats élus ; Assemblée nationale du Québec, *Base de données sur les parlementaires québécois* ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, *Résultats des élections municipales générales*. Sites des assemblées législatives des provinces et des territoires canadiens.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Au Québec, les femmes représentent, en 2021, 34,6 % des personnes élues à titre de députée fédérale ou provinciale et de mairesse¹². Elles sont plus présentes à l'Assemblée nationale du Québec (44,0 %) que dans les circonscriptions québécoises représentées à la Chambre des communes (35,9 %) et dans les mairies des municipalités du Québec (23,9 %). Entre 2006 et 2021, on observe une hausse de la présence des femmes sur la scène politique. En début de période, elles représentaient 23,4 % des élus, une différence de 11,2 points de pourcentage par rapport à 2021.

Dans le reste du Canada, les femmes sont moins présentes sur la scène politique fédérale et provinciale ou territoriale¹³ qu'au Québec en 2021 (39,9 % c. 30,8 %). On observe une augmentation de leur représentation sur ces deux territoires depuis 2006.

La présence croissante des femmes en politique au Québec traduit une avancée en matière d'égalité. Elle enrichit également les débats et favorise une société plus juste et démocratique, ce qui soutient le progrès du Québec.

10. Le suivi des tendances doit être effectué avec prudence en raison d'un changement de mode de collecte en 2020 (passage vers un mode de collecte électronique). L'incidence du mode de collecte sur les estimations a été analysée et son ampleur est faible.

11. Martin TURCOTTE (2015), « Tendances du capital social au Canada », *Mettre l'accent sur les Canadiens : résultats de l'Enquête sociale générale*, [En ligne], produit n° 89-652 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, p. 17 www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/89-652-x/89-652-x2015002-fra.pdf?st=1kkkufCf.

12. Les données illustrent la situation à la suite de la tenue d'élections générales fédérales, provinciales et municipales.

13. Pour faciliter les comparaisons avec le reste du Canada, seuls les paliers fédéral et provincial ou territorial sont pris en compte.

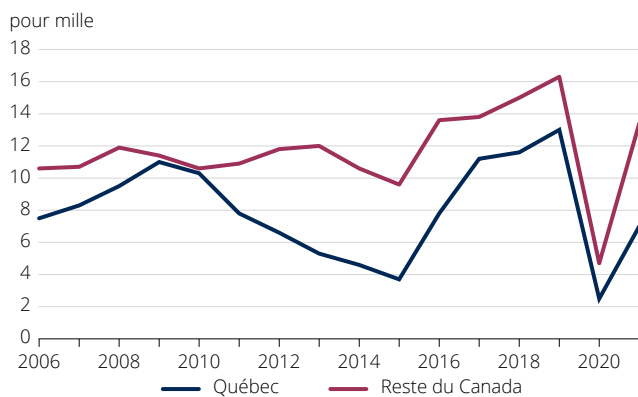
Contexte



Contexte

Taux d'accroissement annuel de la population

Taux d'accroissement de la population, Québec et reste du Canada, 2006-2021



Source : Statistique Canada, *Estimations de la population* (mars 2022).

Adaptation : Institut de la statistique du Québec.

Entre 2006 et 2021, la population du Québec a augmenté d'année en année, mais le rythme de cette croissance a fluctué. Le taux d'accroissement a atteint un sommet de 13,0 pour mille en 2019 avant de chuter à 2,5 pour mille en 2020, année marquée par la pandémie de COVID-19. La croissance affiche une certaine reprise en 2021, son taux s'établissant à 7,0 pour mille.

L'évolution du taux d'accroissement de la population québécoise est comparable à celui de la population canadienne hors Québec, mais son rythme est inférieur.

La croissance de la population du Québec s'explique principalement par l'apport des gains engendrés par les échanges migratoires. Quant aux gains découlant de l'écart entre les naissances et les décès, ils tendent à diminuer d'une année à l'autre en raison de la hausse des décès associée à la croissance et, surtout, au vieillissement de la population.

Définitions des indicateurs

Produit intérieur brut (PIB) réel par habitant

Le PIB correspond à la valeur de la production totale de biens et de services, sans double compte, à l'intérieur des limites géographiques d'un territoire, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production, au cours de l'année.

Cette valeur est exprimée en dollars constants ou enchaînés de 2012 afin d'éliminer les variations de prix et de rendre compte uniquement des variations du niveau de production d'une année à l'autre, et est divisée par la taille de la population.

Revenu médian ajusté

Le revenu médian après impôt ajusté en fonction de la taille du ménage correspond à la médiane du revenu de l'ensemble de la population. Plus précisément, on octroie aux particuliers de tous âges le revenu après impôt de leur ménage, après l'avoir

ajusté pour tenir compte du nombre de personnes dans le ménage. Cet ajustement permet de refléter les économies d'échelle dans la consommation. Le revenu médian est celui qui sépare la population en deux parts égales, de telle sorte que la moitié a un revenu plus élevé et l'autre moitié, un revenu plus faible.

Taux de pauvreté selon la Mesure du panier de consommation (MPC)

Proportion de la population pour laquelle le revenu disponible à la consommation de l'unité familiale est inférieur au montant du panier de biens et services prévu par la Mesure du panier de consommation (MPC) pour cette unité.

Taux d'emploi

Le taux d'emploi correspond à la proportion de la population de 25 à 64 ans en emploi.

Suite page 16

Écart de diplomation selon le milieu socio-économique

L'écart de diplomation selon le milieu socio-économique mesure la différence entre le taux de diplomation et de qualification sept ans après l'entrée au secondaire des élèves issus d'un milieu favorisé et celui des élèves issus d'un milieu défavorisé. Le diplôme ou la qualification peut avoir été obtenu à la formation générale des jeunes ou des adultes, ou à la formation professionnelle.

Dépassements de la concentration de particules fines dans l'air

Les dépassements du seuil pour la concentration de particules fines dans l'air correspondent au cumul des jours où la concentration moyenne de particules fines ($PM_{2,5}$) a dépassé le seuil quotidien de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), soit plus de $25 \mu\text{g}/\text{m}^3$ au-delà de 3 jours par année (consécutifs ou non)¹⁴, et ce, à chacune des stations permanentes d'un territoire.

Santé mentale excellente ou très bonne

Cet indicateur correspond à la proportion de la population de 12 ans et plus percevant sa santé mentale comme excellente ou très bonne.

Indice de gravité de la criminalité

L'indice de gravité de la criminalité (IGC) mesure le volume et la gravité des crimes déclarés par les services policiers durant une année.

Infrastructures, bâtiments non résidentiels, machines et produits de propriété intellectuelle par habitant

L'indicateur des infrastructures, bâtiments non résidentiels, machines et produits de propriété intellectuelle est la valeur monétaire des stocks de capital fixe non résidentiel de l'ensemble de l'économie, par habitant. Ces stocks comprennent, par exemple, les ponts, les viaducs, les hôpitaux, les immeubles de bureaux, les ordinateurs et les logiciels, mais ne comprennent pas les constructions résidentielles.

Cette valeur est exprimée en dollars constants ou enchaînés de 2012 afin d'éliminer les variations de prix et de rendre compte uniquement des variations de stocks de capital fixe d'une année à l'autre.

14. Il s'agit des lignes directrices de 2005. En septembre 2021, l'OMS a publié de nouvelles lignes directrices plus strictes.

Valeur nette des administrations publiques par habitant

La valeur nette des administrations publiques par habitant équivaut à la somme de la valeur financière nette et des actifs non financiers des administrations publiques consolidées, divisée par la population. La valeur financière nette correspond au solde des actifs financiers et des passifs et peut donc être négative. Les actifs non financiers sont composés des actifs produits (actifs fixes, tels que les investissements accumulés dans les hôpitaux, ainsi que les inventaires et objets de valeur) et de certains actifs non produits, tels que les terrains.

Les administrations publiques comprennent les administrations publiques fédérale et provinciale, les municipalités, les établissements de santé et de services sociaux ainsi que les centres de services scolaires. Toutefois, les administrations publiques autochtones et les entreprises publiques (p. ex. Hydro-Québec) sont exclues. Les données des administrations sont consolidées afin d'éliminer les transactions entre les unités, et d'ainsi éviter le double comptage.

Détention d'un diplôme postsecondaire chez les 25-34 ans

L'indicateur réfère à la proportion de la population de 25 à 34 ans dont le plus haut niveau de scolarité atteint correspond à un diplôme d'études postsecondaires.

Espérance de vie

L'espérance de vie correspond au nombre moyen d'années qu'une génération fictive pourrait s'attendre à vivre si elle était soumise tout au long de sa vie aux conditions de mortalité d'une année ou d'une période donnée.

Anomalies de températures

Les anomalies de température correspondent au nombre de degrés Celsius d'écart entre la température moyenne de l'année et la température normale au 20^e siècle. Elles sont interpolées pour l'ensemble du Québec.

Suite page 17

Émissions de gaz à effet de serre (GES)

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) correspondent aux émissions des trois principaux GES générés, soit le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄) et l'oxyde nitreux (N₂O). Ces émissions proviennent des activités des industries, des administrations publiques, des institutions et des ménages, et sont compilées selon le Système de comptabilité économique et environnementale. Les émissions de GES sont exprimées en kilotonnes rendues équivalentes au poids du CO₂ selon le potentiel du réchauffement mondial du gaz (kilotonnes en équivalent de CO₂).

Confiance généralisée

La confiance généralisée est déterminée par la proportion de la population de 15 ans et plus rapportant avoir confiance en la plupart des gens.

Présence des femmes sur la scène politique

Cet indicateur présente la proportion de femmes parmi les personnes élues aux élections fédérales et provinciales. L'indicateur spécifique au Québec est calculé de deux façons : 1) la proportion de femmes parmi les personnes élues aux élections fédérales et provinciales, pour favoriser la comparabilité avec le reste du Canada, et 2) la proportion de femmes parmi les personnes élues aux élections fédérales, provinciales et municipales.

L'indicateur reflète la situation à la suite de la tenue d'élections générales. Il ne tient pas compte des résultats aux élections partielles.

Taux d'accroissement annuel de la population

Le taux d'accroissement annuel de la population correspond à la variation entre l'effectif estimé au 1^{er} janvier d'une année donnée et celui de l'année qui suit, rapportée à l'effectif estimé au 1^{er} juillet. Le taux est exprimé en pour mille.

Pour plus d'information sur les concepts et la démarche qui a mené à la sélection des indicateurs, voir [Les indicateurs de progrès du Québec – Cadre conceptuel et méthodologique](#).

Abréviations et signes conventionnels

t	Tonne
kt	Kilotonne
PM _{2,5}	Particulate matter 2,5 : particules dans l'air ayant un diamètre aérodynamique inférieur ou égal à 2,5 micromètres (µm)
µg/m ³	Microgrammes par mètre cube

Notice bibliographique suggérée

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022). *Indicateurs de progrès du Québec – Résultats et analyse. Édition 2022*, [En ligne], L'Institut, p. 1-18. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/indicateurs-progres-quebec-analyse-2022.pdf].

Ce bulletin a été réalisé à l'Institut de la statistique du Québec par :

Marie-Andrée Gravel, Sarah Roy-Milliard et Stéphanie Uhde

Sous la direction de :

Patrick Monsengo,
Direction des statistiques sectorielles et du développement durable
Éric Deschênes,
Direction générale des statistiques et de l'analyse économiques
Bertrand Perron, Direction principale des statistiques sociales et de santé

Avec la collaboration de :

Luc Belleau, Anne Binette Charbonneau, Sophie Brehain,
Luc Cloutier-Villeneuve, Stéphane Comeau, Frédéric Fleury-Payeur,
Marie Mélanie Fontaine, Jean-François Fortin, Katrina Joubert,
Dominic Julien et Brigitte Poussart
Institut de la statistique du Québec

Marc-André Foucreault et Éric Larrivée
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre
les changements climatiques

Révision linguistique et édition :

Direction de la diffusion et des communications

Photo en couverture : DisobeyArt / Shutterstock

Pour plus de renseignements :

Centre d'information et de documentation
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Courriel : cjd@stat.gouv.qc.ca

Site Web : statistique.quebec.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2^e trimestre 2022
ISBN 978-2-550-92118-9 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec, 2022

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle
est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
[statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/
droits-auteur-permission-reproduction](https://statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction)